

• Notes de lecture

M. Calame, B. Del'homme, C. Mouchet

- *L'agriculture malade de ses coûts*

Wilfart, J. Vayssières (coord.)

- *Futurs de l'élevage dans les systèmes agri-alimentaires. Prospectives et évaluation multicritère de scénarios*

S. Angeli Aguiton et al.

- *Comment les machines ont pris la terre. Enquête sur la mécanisation de l'agriculture et ses conséquences*

M.-F. Samson, D. Desclaux

- *Gluten, alimentation et santé*

François Roger, Marie-Marie Olive, Marysa Peyre, et al.

- *One Health Atlas*

Faustine Régnier

- *Distinctions alimentaires*

Sébastien Abis (dir.), Anaïs Marie (coord.)

- *Le Déméter 2025. Nourrir 2050 : de la fiction à la réalité*

Jennifer Clapp

- *Titans of Industrial Agriculture. How a Few Giant Corporations Came to Dominate the Farm Sector and Why It Matters*

Philippe Debaeke, Nina Graveline, Barbara Lacor, et al.

- *Agriculture et changement climatique. Impacts, adaptation et atténuation*

Dorin B., Poisot A.-S., Vijay Kumar T.

- *Agro-industry versus agroecology? Two macroeconomic scenarios for 2050 in Andhra Pradesh, India*

Frédéric Keck

- *Politique des zoonoses. Vivre avec les animaux au temps des virus pandémiques*

S. Marette, C. Lejars, (coord)

- *Une recherche dé-coïncidente pour se préparer aux crises environnementales et alimentaires*

Delphine Acloque

- *Conquérir le désert. Recomposition des acteurs et des territoires agricoles en Égypte*

Mayté Banzo et al.

- *Les projets alimentaires territoriaux. Vers des actions collectives*

Philippe Mauguin, Thierry Caquet, Christian Huyghe

- *L'agroécologie*

Monique Gherardi (dir.)

- *Atlas de la ruralité mahoraise*

Valérie Chansigaud

- *Histoire du végétarisme*

NESE no 52, Décembre 2025, pp. 119-136

CENTRE D'ÉTUDES ET DE PROSPECTIVE

SERVICE DE LA STATISTIQUE ET DE LA PROSPECTIVE

Présentation

Notes et études socio-économiques est une revue du ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire et de la Souveraineté alimentaire, publiée par son Centre d'Études et de Prospective. Cette revue technique à comité de rédaction se donne pour double objectif de valoriser des travaux conduits en interne ou des études commanditées par le ministère, mais également de participer au débat d'idées en relayant des contributions d'experts extérieurs. Veillant à la rigueur des analyses et du traitement des données, elle s'adresse à un lectorat à la recherche d'éclairages complets et solides sur des sujets bien délimités. D'une périodicité de deux numéros par an, la revue existe en version papier et en version électronique.

Les articles et propos présentés dans cette revue n'engagent que leurs auteurs.

Directeur de la publication :

Vincent Marcus, MASA-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Rédacteur en chef :

Bruno Hérault, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'Études et de Prospective

Comité de rédaction :

Karine Belna, MASA-SG-SSP-CEP, Cheffe du bureau de la veille

François Chevalier, MASA-SG-SSP-SDSAFA, Sous-directeur de la SDSAFA

Bruno Hérault, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du Centre d'études et de prospective

Mickaël Hugonnet, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de l'évaluation et de l'analyse économique

Vincent Marcus, MASA-SG-SSP, Chef du Service de la Statistique et de la Prospective

Miguel Rivière, MASA-SG-SSP-CEP, Chef du bureau de la prospective et de la stratégie

Isabelle Robert-Bobée, MASA-SG-SSP-SDSSR, Sous-directrice de la SDSSR

Composition : SSP

Impression : AIN - Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire
et de la Souveraineté alimentaire

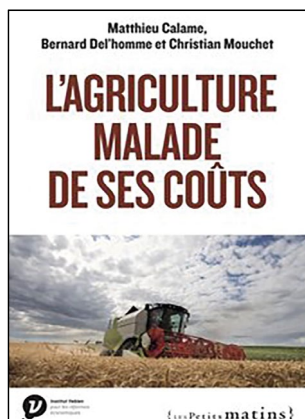
Dépôt légal : à parution

ISSN : 2104-5771 (imprimé)

ISSN : 2259-4841 (en ligne)

Renseignements et diffusion : voir page 4 de couverture

Note de lecture



M. Calame, B. Del'homme, C. Mouchet

L'agriculture malade de ses coûts

Les petits matins, 2025, 125 pages

Dans cet essai publié en octobre 2025, trois agronomes analysent les difficultés économiques des agriculteurs, à travers le prisme des coûts de production. Selon eux, le problème n'est pas qu'il ne rentre pas assez d'argent dans les exploitations, mais qu'il en sort trop.

Les premiers chapitres mettent en évidence l'industrialisation que l'agriculture française a connue depuis le milieu du siècle dernier. Pour les auteurs, l'activité agricole consiste désormais à transformer des intrants (engrais, aliment du bétail, carburant) en matières premières agricoles, au moyen d'outils de production relevant davantage de l'industrie lourde que de la petite production artisanale. Ils mettent ainsi en évidence l'importance croissante des consommations intermédiaires, qui représentent aujourd'hui près de 60 % de la valeur de la production agricole (hors subventions), contre 40 % en 1970. De même, la course à l'équipement, voire la tendance au suréquipement, se traduit par une intensité capitaliste de plus en plus importante. Si cela a permis, jusque dans les années 1970, un accroissement de la production suffisant pour maintenir le revenu des agriculteurs, ce n'est plus le cas aujourd'hui. D'un point de vue macro-économique, les auteurs évoquent aussi une « souveraineté alimentaire » en trompe-l'œil,

où les taux d'auto-provisionnement élevés pour les céréales, le lait, la viande, etc., s'obtiennent au prix d'importations massives d'engrais, de tourteau de soja, de pétrole, etc.

Dans ces conditions, les auteurs estiment que l'enjeu est désormais de produire en consommant moins d'intrants. À ce titre, ils portent un regard critique sur les politiques de soutien au revenu des agriculteurs, et plus encore de soutien des prix, qu'ils voient comme une incitation forte à privilégier des modes de production peu économes. À tout le moins considèrent-ils que ces dispositifs doivent s'accompagner d'une augmentation du prix des facteurs de production, par le biais de taxes, afin d'avantager les producteurs les plus efficaces. Ils appellent enfin à une reterritorialisation des systèmes alimentaires, à même selon eux de permettre une « désintensification capitaliste » de l'agriculture. Si les formes de cette reterritorialisation ne sont pas précisément exposées, de même que les leviers à mobiliser, des alternatives sont citées comme sources d'inspiration potentielles : projets alimentaires territoriaux, AMAP, appellations d'origine, etc.

Mickaël Hugonnet

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Wilfart, J. Vayssières (coord.)

Futurs de l'élevage dans les systèmes agri-alimentaires.

Prospectives et évaluation multicritère de scénarios

Éditions Quæ, 2025, 220 pages

Selon les auteurs, l'élevage est un secteur qui se prête bien aux démarches prospectives. Leur ouvrage est divisé en trois parties, qui abordent chacune des cas d'études. La première rappelle les différentes méthodes prospectives qui existent (construction de scénarios, etc.), puis en présente quatre exemples. Ceux-ci traitent d'échelles géographiques variées : mondiale, nationale (neutralité carbone en France en 2050) ou régionale (élevage et agro-alimentaire en Bretagne en 2040, persistance du pastoralisme à la frontière entre le Togo et le Burkina Faso malgré un contexte géopolitique incertain, etc.).

Ensuite, les auteurs décrivent les avantages de la modélisation pour comparer différents scénarios, par exemple quant aux impacts de l'élevage sur l'environnement. Pour cela, un modèle représentant les différents éléments du système étudié est construit (variations climatiques, types d'élevage, usage des terres, etc.). En faisant varier ces différentes composantes, il est possible de simuler plusieurs futurs probables et d'en estimer les conséquences.

La dernière partie s'intéresse à l'utilisation des prospectives comme aides à la décision pour les élus, les administrations, etc. En explorant plusieurs trajectoires d'avenir, les études permettent aux décideurs d'identifier les composantes clés de

systèmes agricoles et alimentaires complexes, et les conséquences à venir des différents scénarios.

Selon les auteurs, les prospectives sur l'élevage présentent cependant certaines limites. Concernant la modélisation, la valeur de certains paramètres (durabilité de certains scénarios, etc.) reste incertaine, en raison d'un manque de connaissances scientifiques disponibles. En outre, les outils de modélisation de la consommation alimentaire ne sont pas suffisamment développés, ce qui empêche de bien prendre en compte l'aval des filières. Disposer de tels modèles permettrait par exemple d'étudier la consommation de viande dans différents contextes, et de caractériser les différences entre « pays développés » (évolution prévisible en baisse) et « pays en développement » (en hausse).

De manière plus générale, les auteurs considèrent que les aspects socio-économiques sont souvent absents des études prospectives analysées. Par exemple, la réduction du cheptel est bien étudiée sous les angles de la souveraineté alimentaire et des services écosystémiques, mais ses conséquences socio-économiques (ex. pertes d'emploi, augmentation des prix pour les consommateurs) sont trop souvent passées sous silence.

Franck Bourdy

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



S. Angeli Aguiton et al.

Comment les machines ont pris la terre. Enquête sur la mécanisation de l'agriculture et ses conséquences

ENS Éditions, 2025, 352 pages

Dans cet ouvrage paru en septembre 2025, un collectif de chercheurs en sciences sociales s'intéresse à la mécanisation des exploitations. L'histoire du machinisme agricole y est retracée, au fil de chapitres thématiques traitant, par exemple, des politiques publiques favorisant la mécanisation dans une logique productiviste, de la dépendance croissante de l'agriculture française aux énergies fossiles (avec ses conséquences environnementales), des transformations du travail des agriculteurs induites par ces équipements, etc.

Un chapitre est consacré à l'entretien et à la réparation des machines. Leur nombre et leur sophistication croissante font que les agriculteurs sont de plus en plus dépendants de leur bon fonctionnement. À partir d'une cinquantaine d'interviews, les auteurs ont cherché à identifier les facteurs qui orientent le choix des agriculteurs, entre deux régimes d'entretien et de réparation de leurs machines : l'autonomie technique de l'exploitation ou bien le recours à la délégation via des contrats de maintenance proposés par les constructeurs et concessionnaires.

Le choix de l'autonomie résulte d'un calcul économique visant à éviter le coût de réparations

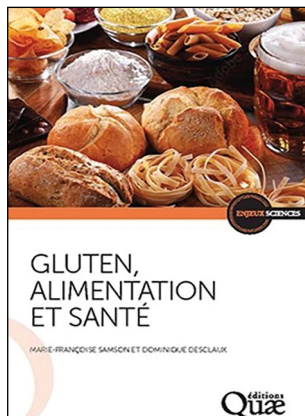
ponctuelles, voire d'une volonté de faire durer les équipements pour générer des bénéfices à long terme. Dans le cas d'une panne dépassant ses compétences, le chef d'exploitation procède par cercles concentriques pour résoudre son problème : il sollicite d'abord ses proches, puis le voisinage ou d'autres agriculteurs, avant de se tourner vers le concessionnaire, en dernier recours. Les exploitants peuvent aussi choisir de déléguer ces travaux mécaniques en souscrivant un contrat de maintenance. L'avancement en âge (moindre condition physique, davantage de ressources financières) ou la réduction du temps disponible, à la suite du développement des activités sur l'exploitation, encouragent ce choix.

Les auteurs montrent que la stratégie de gestion du parc matériel, au sein d'une même exploitation, diffère selon le type d'équipement, avec d'un côté les machines ordinaires dont les défaillances sont acceptables et réparables sans intervention du concessionnaire, et de l'autre les équipements plus sophistiqués, essentiels à la production, dont la continuité de fonctionnement est garantie par un contrat de maintenance.

Jérôme Lerbourg

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



M.-F. Samson, D. Desclaux
Gluten, alimentation et santé
Éditions Quæ, 2025, 120 pages

Cet ouvrage publié en septembre 2025 porte sur le gluten qui, d'après le Codex Alimentarius, correspond à « une fraction protéique du blé, du seigle, de l'orge, de l'avoine ou de leurs variétés croisées et de leurs dérivés, à laquelle certaines personnes sont intolérantes ». Il se crée à partir des protéines de réserve de ces végétaux et donne à la pâte à pain sa viscoélasticité, améliore le moelleux de certains produits (pain de mie) et la durée de conservation.

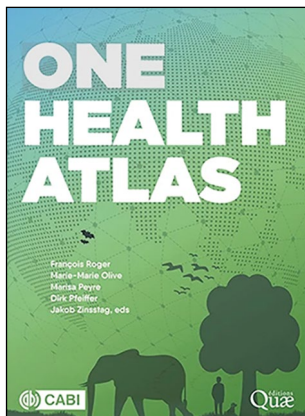
Le nombre de publications (scientifiques ou non) sur le gluten a beaucoup augmenté depuis les années 2000. 60 % d'entre elles abordent le sujet à travers le prisme de la santé. Trois types de pathologies lui sont associés : la maladie cœliaque, les allergies, la sensibilité non-cœliaque au gluten. La première touche entre 0,5 % et 2 % de la population mondiale, principalement dans les régions où le régime alimentaire comporte beaucoup de gluten. La maladie est due à une réaction inflammatoire des cellules intestinales chez des individus prédestinés génétiquement. Chez les enfants de moins de 5 ans, elle se manifeste par des diarrhées chroniques, une perte de poids et des retards de croissance. Chez l'adulte, elle provoque une mauvaise absorption des nutriments, des troubles intestinaux non spécifiques et un déficit nutritionnel. Des formes asymptomatiques se

découvrent par ailleurs lors de dépistages. 3 à 4 % des adultes sont allergiques aux céréales et cela se traduit, selon les cas, par des symptômes digestifs (ex. diarrhées), des rhinites, des signes cutanés, voire un choc anaphylactique. La sensibilité non-cœliaque au gluten est plus difficile à diagnostiquer que les deux autres affections, du fait de la variabilité des symptômes (gêne gastro-intestinale, douleurs musculaires, eczéma, migraines, etc.) et de la difficulté à établir sa prévalence.

Très médiatisée, la crainte du gluten est à l'origine d'un engouement pour les produits « sans gluten ». Le chiffre d'affaires de ce marché est en croissance, au niveau mondial, de 10,4 % sur la période 2015-2020, et il devrait passer de 5,6 milliards de dollars en 2020 à 33 milliards en 2034. L'étiquetage des produits contenant du gluten est obligatoire et la mention « sans gluten » est autorisée en Europe pour ceux qui en contiennent moins de 20 mg/kg. En France, 10 % des consommateurs achètent des produits sans gluten, soit à la suite d'une maladie, soit parce qu'ils considèrent qu'ils sont plus sains, malgré un prix deux à cinq fois plus élevé que celui des produits classiques.

Franck Bourdy
Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



François Roger, Marie-Marie Olive, Marysa Peyre, et al.
One Health Atlas
CABI et Éditions Quæ, 2025, 208 pages

Cet atlas publié en juillet 2025 invite à mieux considérer les relations entre santé humaine, animale, végétale et environnementale. Rédigé par plus de 150 scientifiques, il explicite l'approche One Health (OH) à travers quatre chapitres constitués de fiches thématiques de deux pages (définitions, études de cas, etc.) référencées et illustrées. Le premier chapitre explique l'origine et l'histoire récente du concept de OH. Le deuxième explore ses applications pratiques, particulièrement en recherche, à travers des exemples de maladies animales. Il montre comment une agriculture préservant la santé environnementale améliore celle des humains, des animaux et des végétaux. Le chapitre suivant insiste sur l'importance de l'enseignement, de la mise en place de réseaux interdisciplinaires et d'une gouvernance holistique de la santé, afin de promouvoir les approches OH. Enfin, le dernier chapitre, de nature prospective, met en exergue des perspectives d'application du concept de OH et les obstacles à lever pour y arriver.

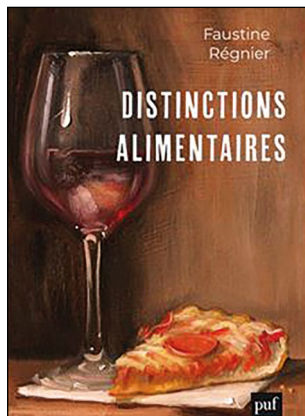
Une des premières contraintes est d'ordre financier. Il n'existe en effet que peu de fonds pérennes consacrés spécifiquement aux projets fondés sur l'approche OH, qui n'obtiennent souvent des financements qu'à l'occasion d'une crise. On pense par exemple ici, dans le contexte de la covid-19, aux recherches sur le passage à l'humain des maladies

animales, nécessitant un réseau interdisciplinaire de chercheurs. Cependant, des fonds dédiés à OH et stables dans la durée ont émergé récemment. Le dispositif Facilité d'innovation sectorielle pour les organisations non gouvernementales consacré à des projets OH (FISONG-OH), créé en 2020 par l'Agence française de développement et doté de 2,5 millions d'euros, vise à financer des projets d'ONG. En outre, la difficulté à évaluer le retour sur investissement des fonds ciblés ne facilite pas la recherche d'investisseurs.

Le domaine de la recherche concernant OH comporte ses propres freins au développement de l'approche. Ainsi, une revue de la littérature portant sur 3 500 articles scientifiques révèle plusieurs angles morts. Par exemple, les publications relatives aux zoonoses et aux relations humain-animal mobilisent peu les sciences sociales (ex. pratiques culturelles favorisant la transmission de maladies) et abordent rarement les aspects environnementaux (ex. perte de biodiversité). En outre, les auteurs des études proviennent majoritairement de pays à revenus élevés et des BRICS (surtout Brésil, Inde et Chine), laissant peu de place aux chercheurs d'autres régions, comme l'Afrique.

Franck Bourdy
Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Faustine Régner

Distinctions alimentaires

Presses universitaires de France, 2025, 304 pages

Cet ouvrage publié en avril 2025 s'intéresse aux liens entre appartenances sociales et alimentation. De 2007 à 2023, F. Régner (sociologue, Inrae) a mené plusieurs enquêtes, sur la réception des préconisations nutritionnelles (Plan national nutrition santé), sur le respect de la saisonnalité (promu pour diminuer l'impact environnemental de la consommation) et sur les outils numériques d'automesure (utilisés notamment pour accompagner les personnes en surpoids ou diabétiques). Ces travaux viennent actualiser les recherches de P. Bourdieu sur les mécanismes de distinction et sur la diffusion verticale des goûts, du « haut » vers le « bas » de la société française.

Le traitement quantitatif de 263 entretiens fait apparaître des différences, dans les rapports aux normes alimentaires, pour les quatre catégories sociales étudiées : « aisées », « intermédiaires », « modestes » et « en situation de précarité » (figure). Pour les personnes aisées, qui ont accès à toutes les consommations, l'auto-contrainte, l'effort sur soi et la sobriété sont valorisés, que ce soit pour améliorer leur santé ou plus récemment pour protéger l'environnement. Pour les ménages les plus modestes, au contraire, se fournir en produits frais, labellisés, etc., semble souvent hors de portée, particulièrement en contexte inflationniste.

L'analyse révèle cependant des évolutions. Ainsi, après une vive opposition dans les années 2000

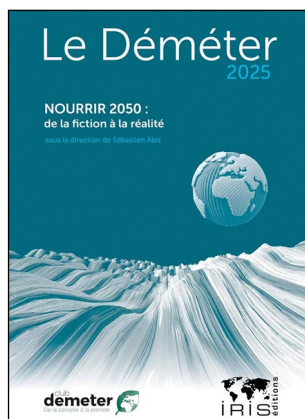
et une dizaine d'années de campagnes de communication, la préconisation de manger cinq fruits et légumes par jour est aujourd'hui mieux acceptée par les classes populaires. Dans le même temps, la viande devient « le nouvel aliment clivant », déprécié pour ses impacts sanitaires et climatiques, enjeu de distinction pour les uns et de résistance pour les autres.

Pour les catégories sous forte contrainte budgétaire, l'alimentation est paradoxalement perçue comme espace de liberté, permettant d'avoir le sentiment de participer à la société de consommation. Malgré les habitudes de parcimonie, l'effort et le calcul sont connotés négativement, et les nouvelles préconisations sont souvent perçues comme une ingérence injustifiée. La recherche met également en évidence une influence déclinante des préconisations sur les pratiques des catégories intermédiaires. Celles-ci ont désormais un accès facilité à une information horizontale, entre pairs, via internet et les réseaux sociaux. F. Régner fait ainsi le diagnostic d'une polarisation croissante de la société. Elle considère nécessaire de remettre davantage au centre des débats « l'accès, pour tous, à la découverte des saveurs », pour conjurer le risque de marginalisation et de crispation sur les questions alimentaires.

Florent Bidaud

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Sébastien Abis (dir.), Anaïs Marie (coord.)

Le Déméter 2025. Nourrir 2050 : de la fiction à la réalité

Éditions IRIS, 2025, 407 pages

Cet ouvrage, publié annuellement par le Club Déméter, s'interroge dans son édition 2025 sur les futurs possibles des systèmes agricoles et alimentaires à l'horizon 2050. La première partie, « Agrosphères », s'intéresse aux conséquences, pour l'agriculture, d'évolutions géo-économiques, scientifiques, climatiques, géopolitiques et sociodémographiques. La deuxième, « Regards d'avenir », met l'accent sur les cas spécifiques du Pakistan, du marché des fruits rouges et des banques de ressources génétiques. Enfin, la troisième partie, « Repères », se focalise sur la culture des noix, sur les plantes à parfum, aromatiques et médicinales, sur le marché du carbone, et dresse une synthèse de la consommation alimentaire des Français.

L'un des articles de l'ouvrage propose une fiction prospective sur les innovations agricoles. Celle-ci nous projette en juin 2040, en milieu céréalier. Le réchauffement climatique y entraîne des moissons précoces, raccourcit les cycles de végétation, augmente les besoins en eau et diminue les rendements. La motorisation électrique ou à hydrogène a permis de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et le développement des équipements photovoltaïques rend les exploitations plus autonomes en énergie. L'agriculture utilise les microbiotes des plantes et des sols pour protéger les cultures et améliorer les rendements. Le développement de maladies, en particulier liées à des mycotoxines, est maîtrisé par l'utilisation de

variétés résistantes, seules ou en mélanges. Enfin, de larges bandes fleuries améliorent la pollinisation et le biocontrôle.

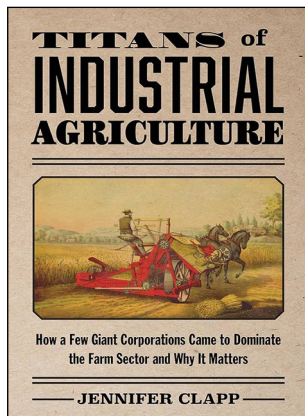
Un autre article présente quatre scénarii d'évolution de l'insécurité alimentaire mondiale d'ici 2050. Dans le scénario tendanciel, 26 % de l'humanité seraient sous le seuil de pauvreté à cette date (22 % actuellement), 11 % seraient victimes de sous-nutrition, et un tiers en insécurité alimentaire. Dans un scénario impliquant une « montée des souverainetés adverses », caractérisé notamment par des nationalismes exacerbés, 40 % de la population seraient pauvres et la moitié de l'humanité souffrirait d'insécurité alimentaire. Dans le scénario de rupture, induisant une trajectoire de développement durable, le nombre de personnes pauvres serait divisé par deux, et 13 % seulement de la population seraient en état d'insécurité alimentaire. Enfin, dans le scénario associant libéralisme économique et emploi des hautes technologies, 14 % des habitants souffriraient de sous-nutrition et 42 % d'insécurité alimentaire.

Outre ces deux articles, le Déméter 2025 met l'accent, de façon transversale, sur les pays asiatiques, qui constituent des défis pour la sécurité alimentaire du fait de leur part croissante dans la population mondiale.

Franck Bourdy

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Jennifer Clapp

Titans of Industrial Agriculture. How a Few Giant Corporations Came to Dominate the Farm Sector and Why It Matters

The MIT Press, 2025, 474 pages

Dans cet ouvrage publié en février 2025, l'économiste J. Clapp s'intéresse à la concentration des entreprises de l'agro-fourriture. L'auteure, qui inscrit sa réflexion dans le courant anglo-saxon des études agraires critiques (Agrarian studies), part du constat bien établi selon lequel quelques firmes multinationales, qu'elle appelle « titans », dominent aujourd'hui le secteur des intrants : semences, pesticides, machinisme, engrais, etc. Elle interroge les mécanismes sous-jacents à cette concentration extrême et ses conséquences.

J. Clapp retrace d'abord l'évolution des différentes filières de l'amont agricole aux États-Unis. Pour le machinisme, par exemple, son analyse historique montre que la consolidation du secteur a commencé dès les débuts de la mécanisation, au XIXe siècle. Elle s'est accélérée avec le développement du tracteur, qui nécessitait une industrialisation plus poussée, mais elle est restée limitée, dans un premier temps, du fait de la législation antitrust.

Au-delà des économies d'échelle classiquement invoquées pour expliquer cette tendance à la concentration, l'auteure met en évidence d'autres moteurs d'ordre économique (accès privilégié au capital, financiarisation), technologique (barrières à l'entrée de nouveaux acteurs, au moyen de

brevets par exemple, etc.) ou politique. Sur ce dernier point, elle cite l'assouplissement de la réglementation antitrust qui a ouvert la voie, dans les années 2010, à ce qu'elle appelle des « méga-fusions ».

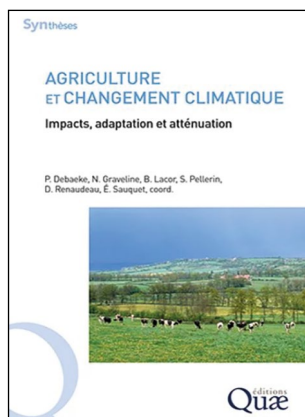
Les effets de cette concentration sur le système agro-alimentaire sont ensuite analysés (figure). Des intrants chers et peu diversifiés en sont l'une des conséquences. En matière d'innovation, l'auteure estime que si la très grande taille de ces entreprises leur permet d'investir massivement dans la recherche-développement, elles profitent de leur situation de quasi-monopole pour orienter l'innovation dans la direction qui leur convient. Elle cite l'exemple de la recherche en biotechnologies, qui s'est focalisée sur la mise au point de variétés résistantes aux herbicides plutôt que de plantes résistantes à la sécheresse.

En conclusion de l'ouvrage, l'auteure identifie deux courants s'opposant à ces « titans » de l'agriculture industrielle : l'agro-écologie et le mouvement néo-brandésien (s'inspirant de Louis Brandeis, 1856-1941), qui promeut des politiques de concurrence fortes et la lutte contre les oligopoles.

Mickaël Hugonnet

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Philippe Debaeke, Nina Graveline, Barbara Lacor, et al.
Agriculture et changement climatique. Impacts, adaptation et atténuation
Éditions Quæ, 2025, 398 pages

En mars 2025, les éditions Quæ ont publié cet ouvrage qui synthétise les connaissances scientifiques sur l'agriculture et le changement climatique, et présente les leviers d'adaptation et d'atténuation existant.

Les auteurs font d'abord un état des lieux des effets du changement climatique en France : hausse des températures, modifications du cycle de l'eau, sécheresse des sols, etc. Ils passent ensuite en revue les différentes méthodes d'analyse, de quantification et de projection de ses impacts sur l'agriculture (observations, indicateurs, modèles). Ils soulignent notamment les limites de certains modèles actuels, liées par exemple à la mauvaise prise en compte de la qualité des produits agricoles ou de différents stress. Les approches économiques des effets du changement climatique sont aussi présentées.

L'ouvrage synthétise ensuite, pour les filières animales et végétales, les connaissances scientifiques sur les impacts (observés ou projetés) du changement climatique. Sont par exemple abordés la baisse et la variabilité des rendements, la modification des aires et des calendriers de culture, les impacts sur l'organisation et la

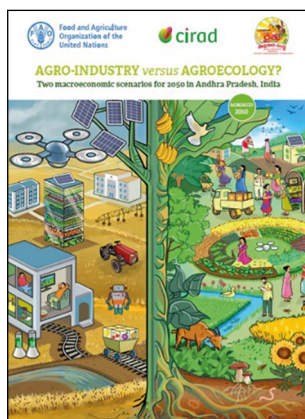
compétitivité des filières (ex. stockage, logistique, trésorerie, marchés), les bioagresseurs, le stress thermique et la surmortalité des animaux.

Les auteurs poursuivent par un panorama des stratégies d'adaptation au changement climatique, dans le secteur agricole, allant de modifications incrémentales (ex. dates de semis, assurances) à des transformations profondes des systèmes de production (ex. agroécologie). Un chapitre traite spécifiquement des enjeux opérationnels liés à l'adaptation et il recense les modes d'accompagnement des acteurs, notamment les actions de recherche (production de connaissances, d'indicateurs, de méthodes nouvelles, etc.).

La dernière partie de l'ouvrage s'intéresse aux émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole (figure) et aux différents leviers d'atténuation. Pour appréhender les enjeux liés au changement climatique, les auteurs rappellent la nécessité d'une réflexion à l'échelle des systèmes alimentaires, notamment la prise en compte de l'évolution des régimes alimentaires.

Marie Martinez
Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Dorin B., Poisot A.-S., Vijay Kumar T.

Agro-industry versus agroecology? Two macroeconomic scenarios for 2050 in Andhra Pradesh, India

Cirad, FAO, RySS, 2024, 124 pages

Les résultats de cet exercice d'anticipation (AgrEco2050) ont été publiés en novembre 2024. Dans un contexte de pression croissante sur les systèmes agroalimentaires indiens, il s'agissait de comparer les impacts du déploiement de deux modèles agricoles contrastés à l'horizon 2050 : l'un agroécologique, l'autre industriel. L'étude concerne l'État de l'Andhra Pradesh, qui compte 9,3 millions d'agriculteurs pour 53 millions d'habitants. Un diagnostic rétrospectif a d'abord été établi pour la période 1970-2019, principalement sur la base de données statistiques. Un groupe de parties prenantes s'est ensuite réuni, de 2020 à 2022, pour réaliser les travaux de prospective, construire une expertise commune et élaborer une vision partagée des deux scénarios explorés. À cette occasion, une nouvelle version du modèle Agribium a été développée.

Le premier scénario est celui d'une agriculture industrielle, avec des pratiques intensives, utilisant

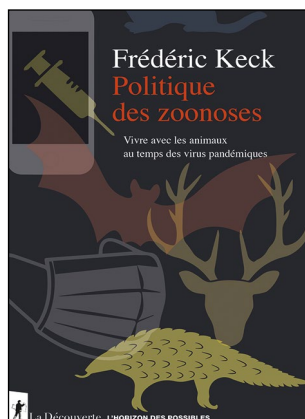
de nombreux intrants extérieurs au système de production. Le second décrit une agriculture appelée « naturelle », caractérisée par la diversification des cultures, la couverture du sol, de l'agroforesterie et l'utilisation de biostimulants naturels produits localement. La modélisation montre que le scénario agroécologique a une incidence positive plus forte sur l'emploi, la productivité des terres et la croissance économique (figure). Il contribue aussi à davantage réduire l'écart de revenu entre les agriculteurs et le reste de la population.

Un article paru dans les Cahiers Agricultures, au cours du même mois, présente les conditions d'émergence, en Europe et en Inde, de deux formes d'agriculture alternative (agriculture biologique et agriculture naturelle), puis il les compare.

Amandine Hourt

Centre d'études et de prospective-MAASA
(au moment de la rédaction de cette note)

Note de lecture



Frédéric Keck

Politique des zoonoses. Vivre avec les animaux au temps des virus pandémiques

Éditions La Découverte, octobre 2024, 238 pages

Dans cet ouvrage ambitieux, F. Keck (anthropologue, directeur de recherche au CNRS) décrit les spécificités des zoonoses, les grandes étapes de leurs découvertes par les scientifiques et leurs impacts sur la gestion des affaires publiques. En une centaine d'années, ces maladies animales infectieuses transmissibles à l'humain (rage, tuberculose, ESB, Ebola, grippe aviaire ou porcine, SRAS ou Covid) ont modifié les perceptions des risques sanitaires et les conceptions des rapports à la nature. Alliant débats théoriques, rappels historiques et expériences de terrain, chacun des six chapitres éclaire une facette de cette nouvelle ère zoonotique.

Des pages particulièrement intéressantes montrent comment, au début du XXe siècle, les priorités des autorités sanitaires étaient d'envoyer des virologues, « chasseurs de microbes », dans des contrées lointaines, pour qu'ils y découvrent agents pathogènes, espèces invasives, « réservoirs de maladies », « aires d'extension » et mécanismes de transmission à l'humain. Les colonies des pays européens furent les lieux privilégiés de ces tâtonnements scientifiques, colonisés et animaux étant soumis aux mêmes dominations et expérimentations, à la même politique de puissance et d'assimilation des colonisateurs.

Aujourd'hui, « l'esprit chasseur » a été remplacé par « l'esprit collectionneur » : il ne s'agit plus d'explorer

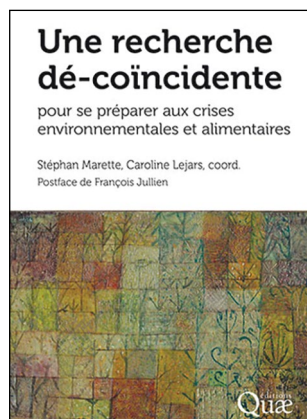
in situ des réservoirs animaux d'infections, mais de disposer en laboratoire de banques de souches microbiennes pour l'expérimentation. Les virus sont accumulés, classés et entretenus, grâce à la chaîne du froid, et échangés entre divers points du globe. Ils sont étudiés dans leur structure et leur pathogénicité. Les simulations de leurs mutations permettent aux institutions de santé globale de se préparer aux pandémies et les exercices de modélisation pronostiquent la vitesse de diffusion des maladies.

Le livre explique aussi comment la crainte et la multiplication des zoonoses ont modifié nos représentations de la vie sauvage et du rapport Humain-Animal, ainsi que les conceptions de la santé planétaire et de l'environnement (développement d'une critique de la déforestation, par exemple). Les récentes pandémies ont changé nos visions du vivant et créé de nouvelles solidarités avec les bêtes. Solidarités passives lorsqu'il s'agit, en urgence, de comprendre les infections croisées entre espèces et de trouver des remèdes. Solidarités actives quand on utilise, comme en Asie, des « animaux sentinelles » pour détecter précocement les signaux d'alerte des pathologies qui pourraient affecter les humains.

Bruno Héralut

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



S. Marette, C. Lejars, (coord)

Une recherche dé-coïncidente pour se préparer aux crises environnementales et alimentaires

Éditions Quæ, juillet 2024, 164 pages

Publié en juillet 2024, cet ouvrage propose de renouveler les questionnements sur les systèmes alimentaires, en « fissurant de l'intérieur » les problématiques et les méthodes dominantes sur lesquelles repose l'essentiel des travaux scientifiques.

Le premier chapitre précise le concept central de l'ouvrage, emprunté à F. Jullien : « dé-coïncider », c'est selon lui sortir des idées reçues et opérer un pas de côté favorable à l'identification de solutions nouvelles, alors que la recherche est jugée par les auteurs de moins en moins disruptive. Il est par exemple rappelé que l'opération étatsunienne Warp Speed, lancée en 2020 pour identifier un vaccin contre le covid-19, reposait sur des incitations à la prise de risque, à l'emprunt de chemins de traverse et à l'acceptation de l'échec, à telle enseigne que des laboratoires pharmaceutiques n'ayant jamais conçu de vaccin ont été intégrés au projet.

Le chapitre suivant propose de construire des espaces de créativité dans les organisations de recherche. On retiendra le projet de Babel Lab qui, sur le modèle des résidences d'artistes, accueillerait des scientifiques, des designers et autres talents, venus d'horizons divers, en mettant à leur disposition des moyens techniques pour produire des idées neuves. Le design est en effet vu comme un levier pour rapprocher la science et les marchés, car il peut favoriser l'appropriation des résultats scientifiques par le plus grand nombre et leur traduction dans la vie quotidienne.

Le troisième chapitre est un récit d'anticipation dans lequel, en 2084, à la suite d'un cataclysme, plus de

50 % des terres agricoles ont disparu. À partir du scénario le plus défavorable, les auteurs étudient ce que pourrait être une alimentation satisfaisante produite en sous-sol. Elle reposerait sur l'étude des métabolites et sur l'identification des mécanismes permettant aux plantes de s'adapter aux stress environnementaux (figure). Étendue aux espèces animales et microbiennes, cette « métabolomique » pourrait prédire et optimiser les services écosystémiques rendant la vie humaine possible.

Le quatrième chapitre préconise de questionner systématiquement la modélisation scientifique. Si elle est jugée indispensable, elle achoppe sur un nombre de paramètres toujours croissant à prendre en compte : « qu'advient-il lorsqu'on ne peut plus circonscrire ce qui se trouve à gérer ? », interrogent les auteurs. De plus, les modèles privilégient les scénarios intermédiaires à ceux porteurs d'un risque extrême, jugés moins probables. Enfin, là où les représentations dominantes opposent les solutions agroécologiques et technologiques, l'ouvrage propose que les secondes, trop coûteuses pour l'environnement, deviennent des « valeurs d'option » mobilisables en cas de catastrophe seulement. La production dans des fermes verticales ferait par exemple partie d'un portefeuille de solutions et les nouvelles techniques génomiques seraient mises à la disposition des agriculteurs via des licences gratuites lorsqu'une perturbation majeure de la production adviendrait.

Nathalie Kakpo

Centre d'études et de prospective-MAASA
(au moment de la rédaction de cette note)

Note de lecture



Delphine Acloque

Conquérir le désert. Recomposition des acteurs et des territoires agricoles en Égypte

Karthala, 2024, 252 p.

Cet ouvrage traite de la mise en culture des terres désertiques égyptiennes, de part et d'autre de la vallée du Nil et de la péninsule du Sinaï (figure). L'auteure s'interroge sur la contribution au capitalisme agraire égyptien de cette « mise en ressources » de nouvelles terres arides. Elle s'intéresse aussi aux implications économiques, politiques et spatiales de ces changements. Empruntant au courant de l'écologie politique, D. Acloque cherche à comprendre qui accède à cette ressource foncière, et quels sont les bénéficiaires et les perdants de la conquête de ce « front pionnier ». En 2019, les terres arides représentaient 12 604 km² (soit 3 millions de feddan). Elles n'abritaient que 2 % des exploitations mais représentaient 15 % de la production agricole nationale.

La première partie de l'ouvrage revient sur le projet de développement socio-territorial sur lequel repose la bonification agricole du désert égyptien. Dès les années 1950, il s'agissait de réduire la dépendance aux importations (en 1960, le taux d'autosuffisance en blé était de 60 %) et de projeter l'avenir du pays dans un espace inédit, vierge de divisions sociales et claniques. La deuxième partie montre le contrôle, par l'État, de ces espaces stratégiques associés à une création de revenus publics : la loi de 1964 lui octroie la propriété des terres arides tandis que celle de 1981 définit le « foncier désertique ». La troisième partie revient sur le changement de vocation de ces terres, à partir de l'ouverture économique des années 1970-1980. L'élite entrepreneuriale qui émerge alors

privilegie les cultures d'exportation maraichères et fruitières (betterave à sucre, raisin, pomme, pêche). Le groupe Pico (famille Diab) exploite par exemple 33 km² (soit 8 000 feddan) sur cinq fermes dont les productions sont essentiellement destinées aux chaînes de distribution européennes. Entre 2001 et 2015, les exportations agricoles égyptiennes ont été multipliées par quatre, pour atteindre une valeur de deux milliards de dollars. L'actualité égyptienne immédiate montre le poids croissant des investissements directs étrangers dans le secteur agroalimentaire, en particulier de pays du Golfe, qui sont d'autant plus encouragés que les pressions des bailleurs internationaux sur la réduction de la dette publique égyptienne s'accroissent.

Pour autant, selon le quatrième chapitre, la coexistence de différents modèles productifs est toujours sujet à débats en Égypte, le pouvoir considérant que 30 % des terres sont destinés à de petites productions. Au cours de ces dernières années, le modèle du regroupement des producteurs en coopératives, préalable à l'accès au foncier, a fait irruption dans les discussions publiques. L'auteure met en évidence, dans un dernier chapitre, le caractère « archipelagique » croissant des terres bonifiées : une pluralité d'îlots en discontinuité physique et économique avec les terres agricoles traditionnelles.

Nathalie Kakpo

Centre d'études et de prospective-MAASA
(au moment de la rédaction de cette note)

Note de lecture



Mayté Banzo et al.

Les projets alimentaires territoriaux. Vers des actions collectives
Éditions Quæ, 2024, 172 pages

Dix ans après la Loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt, qui instituait entre autres les projets alimentaires territoriaux (PAT), ce livre explore les liens entre agriculture, alimentation et territoire. Il est scindé en trois parties, introduites par des témoignages, qui répondent notamment aux questions suivantes : quelles sont les différences entre les systèmes alimentaires territoriaux (SAT) et les PAT ? Que retire le collectif des acteurs, impliqués dans un PAT, du lien tissé entre agriculture, alimentation et territoire ? Comment les PAT contribuent-ils au développement territorial ? Des exemples venant de la région Nouvelle-Aquitaine illustrent les chapitres.

L'approche des SAT ancre, au sein d'un territoire, les quatre composantes habituelles des systèmes alimentaires : la finalité de nourrir une population ; des activités de production et de consommation ; des relations entre acteurs du système ; un contexte politique, économique, légal, etc. En y surajoutant la notion de « projet », le PAT introduit des enjeux d'action collective et de finalité sociale, ce qui constitue d'après les auteurs une rupture par rapport à l'approche surtout économique des SAT. Ainsi, le PAT émane d'acteurs du territoire

et sa construction participative invite tous les porteurs d'enjeux locaux à contribuer. Production et consommation y sont liées par une unité de lieu et la gouvernance du projet vise à instaurer une dynamique d'échanges entre les participants.

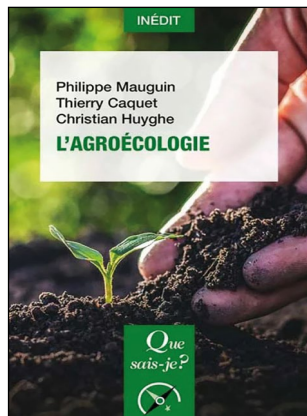
Par ailleurs, les PAT influencent la manière dont le développement territorial est pensé, en considérant le local sous l'angle alimentaire et en associant des acteurs géographiquement proches, mais souvent éloignés socialement et politiquement.

La première phase d'un PAT confronte les capacités nourricières du territoire aux éléments démographiques, aux pratiques agricoles et aux régimes alimentaires. Par exemple, le Bordelais dispose d'une surface agricole importante, mais surtout utilisée par la viticulture. Dans un deuxième temps, la réalisation du PAT oblige à décroquer politiques agricoles et d'aménagement du territoire, et à mettre en cohérence les actions locales et leurs objectifs, notamment concernant certaines ressources partagées, comme la terre ou l'eau.

Franck Bourdy

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Philippe Mauguin, Thierry Caquet, Christian Huyghe

L'agroécologie

PUF, coll. Que sais-je ?, 2024, 128 pages

Le PDG d'INRAE et les directeurs scientifiques agriculture et environnement ont publié en avril 2024 cet ouvrage de synthèse sur l'agroécologie, destiné au grand public. On y trouve les fondamentaux théoriques, l'état des connaissances scientifiques mais également une présentation de ses développements récents dans les politiques françaises et sur la scène internationale.

Dans la première partie, les auteurs passent d'abord en revue plusieurs approches entretenant des liens plus ou moins étroits avec l'agroécologie (agriculture biologique, agriculture de conservation, agriculture régénératrice, agriculture écologiquement intensive, etc.). Ils reviennent ensuite sur la façon dont les institutions internationales se sont progressivement emparées de la problématique de durabilité de l'agriculture et des systèmes alimentaires, depuis le rapport du Club de Rome (1972) : concept des neuf limites planétaires, reconnaissance de l'agroécologie et encouragement de sa diffusion par la FAO et le rapporteur spécial des Nations unies sur le droit à l'alimentation, etc. Après cela, ils retracent le cheminement de l'agroécologie dans le domaine scientifique. Ils font remonter les premiers travaux, à l'interface entre agronomie et écologie, à la seconde moitié du XX^e siècle. À l'INRA, les collaborations entre ces deux domaines sont initiées à cette époque, par le chef du département d'agronomie. C'est à partir du colloque organisé en 2013, sous l'impulsion du ministre de l'agriculture d'alors, que l'agroécologie commence véritablement « à percoler » dans l'institution. Cela se traduit notamment par le soutien de méta-programmes dédiés, une réflexion prospective

interdisciplinaire (2017-2020), la coordination du programme prioritaire de recherche « cultiver et protéger autrement » (2019), et plus récemment par d'autres chantiers du plan d'investissement France 2030. Après avoir décrit la coexistence de plusieurs définitions et de plusieurs visions de l'agroécologie, les auteurs recensent ses grands principes, identifiés dans les littératures scientifique et institutionnelle.

La deuxième partie de l'ouvrage traite des leviers pour la transition agroécologique, en faisant le point sur les connaissances les plus récentes. La diversification est d'abord abordée, comme levier fondamental : allongement des rotations, mélanges d'espèces et de variétés, cultures intermédiaires, plantes compagnes et enfin infrastructures agroécologiques, espaces semi-naturels et taille des parcelles. Sont ensuite développés : le couplage entre productions animales et végétales, la génétique, le biocontrôle et la biostimulation, avec des avancées scientifiques majeures permettant des « innovations de rupture » (notion de « paysages olfactifs », microbiote dans le sol, sur et dans les plantes), le numérique et les agroéquipements, et enfin le rôle clé des filières et des territoires.

La troisième partie est consacrée à la dynamique de l'agroécologie dans le monde. Les mouvements, les organisations et les initiatives politiques qui la promeuvent sont détaillés, mais aussi les résistances auxquelles elle se trouve confrontée.

Karine Belna

Centre d'études et de prospective-MAASA

Note de lecture



Monique Gherardi (dir.)

Atlas de la ruralité mahoraise

Orphie, septembre 2024, 304 pages

Cet Atlas de la ruralité mahoraise est dirigé par la géographe M. Gherardi (université de Montpellier). S'appuyant sur les résultats du premier recensement agricole conduit à Mayotte en 2020, l'ouvrage donne à voir les exploitations, les productions, les marchés alimentaires ainsi que leurs transformations, au moyen de nombreuses cartes, de portraits et d'infographies d'une grande richesse éditoriale.

La première partie présente les caractéristiques du territoire, identifié par le GIEC comme l'un des plus exposés aux conséquences du réchauffement climatique. La diminution des pluies « des mangues » (octobre, novembre) et « d'Ambrevade » (avril, mai), de 1 500 à 1 200 mm par an, ainsi que la plus forte évaporation des plans d'eau, assèchent les sols au détriment des cultures.

La seconde partie s'attarde sur les 4 312 exploitations qui occupent 5 960 ha et mobilisent 5 578 équivalents temps plein. Les deux tiers abritent des productions fruitières et 30 % associent polyculture et polyélevage. Le « jardin mahorais », système qui combine plusieurs strates de cultures, d'espèces cultivées et sauvages, pérennes et annuelles, occupe 90 % de la surface agricole utilisée (figure). M. Gherardi et ses collègues y voient un modèle agro-écologique

pour l'ensemble des territoires d'outre-mer et une ressource fondamentale pour promouvoir l'auto-alimentation. Il couvre d'ores et déjà l'essentiel des besoins en banane, manioc et ananas.

Les 1 284 exploitations ayant des bovins (2/3 des cheptels), caprins et ovins, connaissent des transformations : elles doivent se conformer à de nouvelles normes sanitaires, amenées par la départementalisation de Mayotte en 2011, et se regrouper dans des filières en vue d'une meilleure couverture des besoins locaux. La production de lait (23 300 hl en 2020) ne satisfaisant pas la consommation locale, 8 377 tonnes de produits laitiers ont été importées en 2021. La filière avicole a par ailleurs donné naissance au groupe Ekwali/AVM, qui structure l'ensemble de l'activité jusqu'à la commercialisation des volailles. Enfin, le renouvellement des actifs, enjeu décisif pour une plus grande autonomie alimentaire, bénéficie des atouts locaux : 40 % de la population ont moins de 17 ans. Quant aux effectifs du lycée agricole de Coconi, ils sont passés de 320 élèves en 2018 à 430 en 2021.

Nathalie Kakpo

Centre d'études et de prospective-MAASA
(au moment de la rédaction de cette note)

Note de lecture



Valérie Chansigaud

Histoire du végétarisme

Paris, Buchet Chastel, octobre 2023, 426 pages

Il existe déjà de nombreuses publications, plus ou moins bonnes, retraçant l'histoire du végétarisme. Celle-ci est en tous points remarquable. Due à V. Chansigaud (université Paris Cité-CNRS), elle offre une lecture érudite, rigoureuse et toujours prudente de la place du végétal dans les régimes alimentaires, au fil des siècles. Une très abondante documentation est utilisée, comme en témoigne la trentaine de pages de bibliographie finale. Constitué d'une vingtaine de chapitres thématiques, l'ensemble associe étroitement histoire des idées et description des faits, interprétations qualitatives et données quantitatives. Il en ressort que l'abstinence de consommation de chair animale est aussi vieille que les civilisations humaines et que les questions débattues aujourd'hui sont tout sauf nouvelles. Elles ne font que recycler et reconfigurer des débats immuables en leur donnant des formes peu ou prou inédites.

Plusieurs chapitres retracent l'évolution du végétarisme, de la préhistoire à aujourd'hui, en passant par l'Antiquité, la période classique, l'âge des Lumières et la société industrielle. L'auteure y décrit le poids des arguments religieux et philosophiques, l'importance des contingences matérielles et économiques, et les conditions sociales d'élaboration des comportements alimentaires individuels ou collectifs. Ces pages sont aussi l'occasion de tordre le cou à des préjugés tenaces sur Pythagore, sur les messages transmis par la Bible, sur la vision cartésienne de l'animal-machine, etc.

Un chapitre traite de l'essor des restaurants végétariens, d'abord en Chine au XIII^e siècle

sous l'influence du bouddhisme, puis en Europe et aux États-Unis au milieu du XIX^e siècle. En la matière, le retard français est notable : le premier établissement n'ouvre qu'en 1899 et il faudra attendre le dernier tiers du XX^e siècle pour voir leur multiplication. Selon les pays et les époques, la clientèle est populaire ou élitiste, et ses motivations variées : faire des économies, suivre un régime, éviter la viande, etc.

Un autre chapitre dépeint l'accumulation progressive de travaux sur les végétariens, qu'il s'agisse de recherches en sociologie, psychologie, économie, médecine, nutrition. Les sujets abordés sont nombreux : définition scientifique du « végétarien », identification des vraies motivations individuelles (et comparaison avec les motivations déclarées), différences femmes/hommes, estime de soi et perceptions du monde, bénéfices pour la santé, etc. Là encore sont révoquées en doute quelques idées préconçues, par exemple sur le rapport entre végétarisme et dépression ou entre végétarisme et troubles alimentaires.

Il existe déjà de nombreuses publications, plus ou moins bonnes, retraçant l'histoire du végétarisme. Celle-ci est en tous points remarquable. Due à V. Chansigaud (université Paris Cité-CNRS), elle offre une lecture érudite, rigoureuse et toujours prudente de la place du végétal dans les régimes alimentaires, au fil des siècles. Une très abondante documentation est utilisée, comme en témoigne la trentaine de pages de bibliographie finale. Constitué d'une vingtaine de chapitres thématiques, l'ensemble associe étroitement histoire des idées

et description des faits, interprétations qualitatives et données quantitatives. Il en ressort que l'abstinence de consommation de chair animale est aussi vieille que les civilisations humaines et que les questions débattues aujourd'hui sont tout sauf nouvelles. Elles ne font que recycler et reconfigurer des débats immuables en leur donnant des formes peu ou prou inédites.

Plusieurs chapitres retracent l'évolution du végétarisme, de la préhistoire à aujourd'hui, en passant par l'Antiquité, la période classique, l'âge des Lumières et la société industrielle. L'auteure y décrit le poids des arguments religieux et philosophiques, l'importance des contingences matérielles et économiques, et les conditions sociales d'élaboration des comportements alimentaires individuels ou collectifs. Ces pages sont aussi l'occasion de tordre le cou à des préjugés tenaces sur Pythagore, sur les messages transmis par la Bible, sur la vision cartésienne de l'animal-machine, etc.

Un chapitre traite de l'essor des restaurants végétariens, d'abord en Chine au XIII^e siècle sous l'influence du bouddhisme, puis en Europe et aux États-Unis au milieu du XIX^e siècle. En la matière, le retard français est notable : le premier établissement n'ouvre qu'en 1899 et il faudra attendre le dernier tiers du XX^e siècle pour voir leur multiplication. Selon les pays et les époques, la clientèle est populaire ou élitiste, et ses motivations variées : faire des économies, suivre un régime, éviter la viande, etc.

Un autre chapitre dépeint l'accumulation progressive de travaux sur les végétariens, qu'il s'agisse de recherches en sociologie, psychologie, économie, médecine, nutrition. Les sujets abordés sont nombreux : définition scientifique du « végétarien », identification des vraies motivations individuelles (et comparaison avec les motivations déclarées), différences femmes/hommes, estime de soi et perceptions du monde, bénéfices pour la santé, etc. Là encore sont révoquées en doute quelques idées préconçues, par exemple sur le rapport entre végétarisme et dépression ou entre végétarisme et troubles alimentaires.

D'autres chapitres fort intéressants traitent des multiples liens entre végétarisme et féminisme, du végétarisme au temps des totalitarismes, du végétarisme en littérature, de ses affinités avec le véganisme et l'antispécisme. On retiendra aussi les chapitres sur le développement de l'offre industrielle de produits végétariens, sur le végétarisme de propagande, sur les arguments des opposants au végétarisme ou sur les vertus environnementales de la baisse de consommation de viande.

L'ample conclusion, à caractère prospectif, anticipe les principaux enjeux et tendances des prochaines années. La diminution de la consommation de viande, dans la plupart des « pays développés », est un phénomène historique inédit, et le végétarisme continuera certainement d'y progresser, mais il restera très minoritaire dans un monde mangeant toujours plus de viande, symbole de réussite sociale et d'enrichissement économique. Entre mirage et menace, les substituts de viande (muscle *in vitro* ou steaks végétaux), s'ils atteignent un jour le stade de la production industrielle, ne seront qu'une nouvelle étape du processus multiséculaire d'artificialisation de l'alimentation.

Tout au long de son ouvrage, l'auteure dépasse la simple chronologie linéaire pour confronter les époques et mieux faire ressortir ce qu'elles ont de commun ou de spécifique. Elle inscrit toujours la question alimentaire dans l'histoire globale des sociétés et dans les grandes dynamiques socio-culturelles de consommation. Elle veille aussi à situer les particularités de chaque pays dans des comparaisons internationales plus significatives. Les panoramas d'ensemble sont constamment associés à des exemples concrets, la présentation des grandes tendances allant de pair avec un souci du détail. La profondeur de son analyse historique n'exclut pas une parfaite connaissance des réalités actuelles et la mise en perspective des défis les plus contemporains. Enfin, beaucoup de sources et éléments abordés dans ce livre sont largement inédits en langue française. Toutes ces qualités font que nous disposons là d'un travail de référence.

Bruno Hérauld

Centre d'études et de prospective-MAASAA

Notes et études socio-économiques

Tous les articles de *Notes et études socio-économiques* sont téléchargeables gratuitement sur :

<http://agriculture.gouv.fr/centre-d-etudes-et-de-prospective>

- Rubrique **Publications du CEP > Notes et études socio-économiques**

<http://www.agreste.agriculture.gouv.fr>

- Rubrique **Publications > Notes et études socio-économiques**

Notes et études socio-économiques

Ministère de l'Agriculture, de l'Agro-alimentaire
et de la Souveraineté alimentaire

Secrétariat Général

Service de la Statistique et de la Prospective

Centre d'études et de prospective

Renseignements :

Bruno Hérault
Chef du Centre d'Études et de Prospective
3 rue Barbet de Jouy
75349 Paris 07 SP

bruno.herault@agriculture.gouv.fr